

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/PRY/2
20 août 1999

(99-3502)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

PARAGUAY

La Mission permanente du Paraguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 juillet 1999.

Décret n° 1827/99

DÉSIGNANT LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE ET LE MINISTÈRE DES FINANCES EN TANT QU'ENTITÉS CHARGÉES DE VEILLER À L'APPLICATION DE LA LOI N° 444/94 EU ÉGARD À L'"ACCORD SUR LES SAUVEGARDES" DE L'OMC, ET ÉTABLISSANT LES PROCÉDURES APPLICABLES EN LA MATIÈRE

Asunción, 29 janvier 1999

VU la Loi n° 260/93 portant approbation du Protocole d'accession de la République du Paraguay à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) signé à Genève, Suisse, le 1^{er} juillet 1993;

La Loi n° 444/94 portant ratification de l'Acte final du Cycle d'Uruguay du GATT, en vertu de laquelle les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont adoptées;

Le Décret n° 15.286/96 désignant le Ministère de l'industrie et du commerce et le Ministère des finances en tant qu'entités chargées de veiller à l'application de la Loi n° 444/94 eu égard à l'"Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994" et à l'"Accord sur les subventions et les mesures compensatoires", et établissant les procédures applicables en la matière; et

CONSIDÉRANT qu'il importe de définir les procédures applicables afin de garantir la mise en œuvre effective de l'Accord sur les sauvegardes et d'établir les entités chargées de veiller à son application;

EN CONSÉQUENCE, en vertu des pouvoirs que lui confèrent la Constitution et la Loi,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

Article 1: Le présent décret fixe les règles d'application des mesures de sauvegarde, qui s'entendent des mesures prévues à l'article XIX du GATT de 1994 "Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers", conformément à l'interprétation donnée par l'Accord sur les sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

CHAPITRE II

CONDITIONS D'APPLICATION

Article 2: Une mesure de sauvegarde pourra être appliquée à l'égard d'un produit, s'il a été déterminé par une enquête que ce produit est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

Article 3: Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance.

CHAPITRE III

BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

Article 4: Aux fins du présent décret, l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs de produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire national, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

CHAPITRE IV

**DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE GRAVE
OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE GRAVE**

Article 5: Aux fins du présent décret:

a) l'expression "dommage grave" s'entend d'une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale;

b) l'expression "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence évidente d'un dommage grave conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessous. La détermination de l'existence d'une menace de dommage grave se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités.

Article 6: Au cours de l'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale, il sera procédé à une évaluation des facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche de production nationale, en particulier ce qui suit:

- a) le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs;
- b) la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues;
- c) les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.

Article 7: Aux fins de l'enquête visée à l'article 6 ci-dessus, il sera possible d'analyser d'autres facteurs, comme les prix des importations, en particulier pour déterminer s'il y a eu sous-cotation notable du prix par rapport au prix du produit similaire sur le marché national, et l'évolution des prix intérieurs des produits similaires ou directement concurrents, pour déterminer s'il y a eu une baisse des prix ou si des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites, n'ont pas eu lieu.

Article 8: En cas d'allégation de menace de dommage grave, outre les facteurs susmentionnés, le point de savoir si une situation donnée est susceptible de se transformer effectivement en dommage grave sera examiné. À cette fin, pourront être pris en compte des facteurs tels que le taux d'accroissement des exportations vers le marché national et la capacité d'exportation du pays d'origine ou d'exportation effective ou potentielle dans un futur proche, et la probabilité que cette capacité soit utilisée pour exporter vers le Paraguay.

Article 9: La détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave dont il est question à l'article 6 ci-dessus sera fondée sur des éléments de preuve objectifs démontrant l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à l'accroissement des importations.

CHAPITRE V

APPLICATION DES MESURES DE SAUVEGARDE

Section 1

Compétences

Article 10: Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances seront chargés de l'application des mesures de sauvegarde provisoires et des mesures de sauvegarde, de leur prorogation, de leur révocation ou de l'accélération du rythme de la libéralisation de ces mesures.

Article 11: Le Ministre de l'industrie et du commerce sera chargé de décider de l'ouverture de l'enquête et de la clôture de l'enquête sans application de mesures.

Article 12: Les fonctions correspondantes de la Commission de défense de la loyauté des échanges, créée par le Décret n° 15.286/96, sont étendues et celle-ci devient "la Commission de défense de la loyauté des échanges et des sauvegardes", ci-après dénommée la "Commission". La Commission sera chargée de veiller à la mise en œuvre des dispositions du présent décret, d'analyser les rapports établis par le Sous-Secrétariat d'État au commerce du Ministère de l'industrie et du commerce, ci-après dénommé le "SSEC-MIC" et de donner des avis sur ceux-ci.

Article 13: Le SSEC-MIC est chargé d'examiner la recevabilité de la demande, d'accepter celle-ci ou de la rejeter; de conduire l'enquête afin de déterminer l'accroissement des importations du produit considéré, et l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche

de production nationale produisant des produits similaires ou directement concurrents et du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave.

Article 14: Le Ministère des relations extérieures est chargé de présenter les notifications au Comité des sauvegardes de l'OMC, conformément aux dispositions des articles 55 et 56 ci-dessous.

Section 2

Demande

Article 15: La demande concernant l'application d'une mesure de sauvegarde devra être présentée, par les entreprises ou les entités qui les représentent, par écrit au SSEC-MIC; elle devra être accompagnée d'éléments de preuve suffisants de l'accroissement des importations, de l'existence du dommage grave ou de la menace de dommage grave et du lien de causalité entre les deux, ainsi que d'un plan d'ajustement plaçant la branche de production nationale dans de meilleures conditions de concurrence face aux importations. Les demandes concernant l'application de mesures de sauvegarde devront être présentées suivant le formulaire élaboré par le SSEC-MIC et approuvé par la Commission.

Article 16: Le SSEC-MIC examinera la recevabilité de la demande, et l'acceptera ou la rejettera, dans un délai maximal de 20 jours à compter de la réception de la demande. Le résultat de l'examen sera notifié au requérant. Il sera indiqué au requérant, s'il lui faut fournir des renseignements additionnels, lesquels devront être communiqués dans un délai maximal de 30 jours. La non-présentation des renseignements demandés dans ce délai entraînera l'annulation de la demande et le classement de l'affaire.

Section 3

Ouverture de l'enquête

Article 17: Une fois la demande acceptée, le SSEC-MIC élaborera et remettra au Ministre de l'industrie et du commerce, dans un délai maximal de 40 jours, un rapport sur l'opportunité d'ouvrir l'enquête, qui contiendra une détermination préliminaire de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations du produit considéré, ainsi qu'une analyse préliminaire du plan d'ajustement présenté par le requérant.

Article 18: Le Ministre de l'industrie et du commerce prendra la décision d'ouvrir l'enquête dans un délai de 20 jours à compter de la réception de l'avis émis par la Commission, par voie de décision ministérielle.

18.1 La décision ministérielle prévoyant l'ouverture de l'enquête devra contenir un résumé des éléments ayant motivé la décision y afférente, l'objectif étant d'informer toutes les parties intéressées connues. La décision devra être publiée au Journal officiel dans les dix jours suivant son adoption.

18.2 La décision ministérielle prévoyant l'ouverture de l'enquête établira:

a) le délai pendant lequel les parties intéressées pourront présenter des éléments de preuve et exposer leurs vues par écrit au SSEC-MIC, afin qu'il puisse en être tenu compte au cours de l'enquête, et pendant lequel elles pourront répondre aux communications des autres parties et de

présenter leurs vues, y compris sur le point de savoir si l'application de la mesure de sauvegarde est ou non d'intérêt public; et

b) le délai pendant lequel les parties intéressées pourront solliciter auprès du SSEC-MIC la tenue d'auditions conformément à l'article 23 ci-dessous.

18.3 Le Ministère des relations extérieures notifiera la décision biministérielle prévoyant l'ouverture de l'enquête au Comité des sauvegardes de l'OMC dans un délai de 15 jours à compter de la date de son adoption.

18.4 Quand il sera décidé de ne pas ouvrir d'enquête, le SSEC-MIC notifiera au requérant cette décision, dûment motivée, et classera l'affaire.

Section 4

Enquête

Article 19: Le SSEC-MIC sera chargé de la conduite des enquêtes en vue de l'application de mesures de sauvegarde et, à cette fin, il recueillera les renseignements et les données pertinentes. La durée de l'enquête en vue de l'application d'une mesure de sauvegarde ne pourra excéder NEUF (9) mois à compter de l'ouverture de l'enquête. Dans des circonstances exceptionnelles, ce délai pourra être prolongé de DEUX (2) mois supplémentaires au maximum. Au cas où il serait nécessaire d'appliquer des mesures provisoires, la durée maximale de l'enquête sera de deux cents (200) jours à compter de la date d'application de ces mesures.

Article 20: Au cours de l'enquête, le SSEC-MIC pourra envoyer des questionnaires aux parties intéressées, consulter d'autres sources de renseignements et effectuer des vérifications *in situ*.

Article 21: Aux fins de l'enquête, seront considérés comme parties intéressées les gouvernements des pays exportateurs, les producteurs nationaux du produit similaire ou directement concurrent, les importateurs ou les consignataires dudit produit, les producteurs et/ou exportateurs étrangers, et les autres parties, nationales ou étrangères qui, selon le SSEC-MIC, ont un intérêt substantiel en la matière.

Article 22: Les parties intéressées qui désirent participer à l'enquête devront faire accréditer par écrit leurs représentants légaux auprès du SSEC-MIC.

Article 23: Le SSEC-MIC entendra les parties intéressées qui auront démontré qu'elles peuvent effectivement être affectées par le résultat de l'enquête et qu'elles ont des raisons d'être entendues, et qui auront demandé par écrit la tenue d'auditions pendant le délai fixé aux fins de la décision ministérielle visée à l'article 18 ci-dessus.

Article 24: Au cours de l'enquête, le SSEC-MIC évaluera les mesures prévues dans le plan d'ajustement présenté par le requérant de la branche de production nationale, afin de déterminer si elles sont adéquates compte tenu des objectifs visés, conformément aux dispositions de l'article 15 ci-dessus.

Article 25: Le SSEC-MIC élaborera, et communiquera à la Commission, le rapport sur la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale, par l'accroissement des importations du produit considéré, ainsi que sur la viabilité du plan d'ajustement de la branche de production nationale aux fins de la décision sur l'application de la mesure de sauvegarde.

Article 26: Tous les renseignements qui seront de nature confidentielle ou qui seront fournis à titre confidentiel par les intéressés dans une enquête en matière de sauvegarde seront, sur exposé des raisons, traités comme tels par le SSEC-MIC, par la Commission et par le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis. Il pourra être demandé aux parties qui auront fourni des renseignements confidentiels d'en donner un résumé non confidentiel ou, si lesdites parties indiquent que ces renseignements ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Toutefois, si le SSEC-MIC estime qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la partie intéressée ne veut pas rendre les renseignements publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, il pourra ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que ceux-ci sont corrects.

Section 5

Consultations

Article 27: À la première réunion suivant la réception du rapport visé à l'article 25 ci-dessus, la Commission analysera ledit rapport et, en se fondant sur celui-ci, émettra un avis qu'elle communiquera au Ministre de l'industrie et du commerce et au Ministre des finances dans un délai maximal de 20 jours.

Article 28: Sur la base du rapport du SSEC-MIC et de l'avis de la Commission, le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances feront part de leur intention d'adopter une mesure de sauvegarde en tenant compte de la détermination:

- a) de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations, et
- b) de la viabilité du plan d'ajustement et de l'adéquation des mesures prévues aux objectifs visés.

28.1 Si l'une quelconque des conditions énoncées aux alinéas a) et b) du présent article n'est pas remplie, il sera mis fin à l'enquête sans que soit appliquée de mesure de sauvegarde, en application des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 39 ci-dessous.

28.2 Lorsque le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances projeteront d'appliquer une mesure de sauvegarde, le Ministère des relations extérieures adressera une notification dans ce sens au Comité des sauvegardes de l'OMC, avant l'application de la mesure de sauvegarde, conformément aux dispositions des articles 55 et 56 ci-dessous. Cette notification indiquera également que le Paraguay est disposé à tenir des consultations.

28.3 Lorsque le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances projeteront d'adopter des mesures de sauvegarde, ils ménageront des possibilités adéquates de consultation préalable aux gouvernements des pays ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, afin d'examiner les renseignements communiqués au Comité des sauvegardes de l'OMC, d'échanger des vues au sujet de la mesure qu'ils projettent d'adopter et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif consistant à maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe au titre du GATT de 1994, conformément aux dispositions de l'article 51 ci-dessous.

28.4 Le SSEC-MIC coordonnera le processus de consultations, dont les résultats seront consignés dans un compte rendu.

28.5 La période de consultations ne pourra dépasser 60 jours à compter de l'envoi des notifications visées au paragraphe 2 du présent article.

Article 29: Le Ministère des relations extérieures notifiera au Comité des sauvegardes de l'OMC le résultat des consultations visées au paragraphe 3 de l'article 28 ci-dessus.

Section 6

Mesures de sauvegarde provisoires

Article 30: Lorsque la demande comprendra une requête en vue de l'application de mesures provisoires, le requérant devra démontrer qu'il existe des circonstances critiques, dues au fait que les importations se sont accrues de manière substantielle sur une période relativement courte et que cet accroissement a généré des conditions telles pour les producteurs nationaux que tout retard dans l'application de mesures causerait un dommage grave ou une menace de dommage grave qui pourrait difficilement être réparé dans les délais prévus par le présent décret.

Article 31: Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances pourront appliquer une mesure de sauvegarde provisoire après qu'il aura été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale.

31.1 Dans le cas d'une demande d'application d'une mesure de sauvegarde provisoire, le SSEC-MIC élaborera et communiquera à la Commission le rapport sur la détermination préliminaire de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par l'accroissement des importations du produit considéré, et sur l'existence de circonstances critiques qui rendent nécessaire une mesure immédiate.

Article 32: Dans un délai maximal de 20 jours à compter de la réception du rapport visé au paragraphe 1 de l'article 31 ci-dessus, et en se fondant sur celui-ci, la Commission émettra un avis quant à l'application d'une mesure provisoire, et le communiquera au Ministre de l'industrie et du commerce et au Ministre des finances.

Article 33: Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances, se fondant sur le rapport du SSEC-MIC et l'avis de la Commission, décideront de l'application d'une mesure provisoire, par voie de décision biministérielle.

33.1 La décision biministérielle prévoyant l'application d'une mesure de sauvegarde provisoire comprendra un résumé sur la détermination préliminaire de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale et d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave, ainsi que de l'existence de circonstances critiques. La décision sera publiée au Journal officiel dans les dix jours suivant son adoption.

33.2 Le Ministère des relations extérieures notifiera la décision biministérielle par laquelle il a été décidé d'appliquer la mesure de sauvegarde provisoire au Comité des sauvegardes de l'OMC, avant qu'elle ne prenne effet. Cette notification indiquera que le Paraguay est disposé à tenir des consultations, immédiatement après l'application de la mesure de sauvegarde provisoire.

33.3 Le SSEC-MIC coordonnera le processus de consultations avec les gouvernements des pays ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, et les résultats de ces consultations seront consignés dans un compte rendu.

33.4 Le Ministère des relations extérieures notifiera au Comité des sauvegardes de l'OMC le résultat des consultations visées au paragraphe 3 du présent article.

Article 34: La durée de la mesure provisoire ne dépassera pas 200 jours; pendant cette période, il sera satisfait aux prescriptions pertinentes concernant l'"enquête", les "notifications" et les "consultations".

Article 35: Les mesures de sauvegarde provisoires prendront la forme d'une majoration des droits d'importation, en sus des droits du Tarif extérieur commun, il pourra s'agir:

- a) de droits *ad valorem*,
- b) de droits spécifiques, ou
- c) d'une combinaison des deux.

Article 36: Si, au cours de l'enquête visée à l'article 6 ci-dessus, il n'est pas déterminé que l'accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale, la somme perçue à titre de mesure provisoire sera remboursée immédiatement à la partie affectée, conformément aux dispositions pertinentes de la législation nationale.

Article 37: La durée des mesures provisoires sera comptée pour une partie de la période initiale et de toute prorogation visée aux articles 44, 45 et 46 ci-dessous.

Section 7

Application des mesures de sauvegarde

Article 38: La Commission analysera le résultat des consultations et, se fondant sur le rapport visé à l'article 25 ci-dessus, émettra un avis qu'elle communiquera au Ministre de l'industrie et du commerce et au Ministre des finances.

Article 39: Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances décideront de l'application de la mesure de sauvegarde, conformément à l'article 40 ci-dessous, par voie de décision biministérielle.

39.1 La décision biministérielle contenant la décision sur l'application de la mesure de sauvegarde exposera les constatations et les conclusions motivées qui ont été formulées sur les questions de fait et de droit pertinentes et comprendra une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés. La décision devra être publiée au Journal officiel dans les dix jours suivant son adoption.

39.2 Le Ministère des relations extérieures notifiera la décision biministérielle sur l'application de la mesure de sauvegarde au Comité des sauvegardes de l'OMC, conformément aux articles 55 et 56 ci-dessous, dans un délai de 15 jours à compter de la date de son adoption.

Article 40: Il ne sera décidé d'appliquer des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale.

Article 41: Les mesures de sauvegarde seront appliquées moyennant une majoration des droits d'importation, en sus des droits du Tarif extérieur commun, sous forme de droits *ad valorem*, de droits spécifiques, ou d'une combinaison des deux; ou sous forme de restrictions quantitatives.

41.1 Si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave.

Article 42: Dans les cas où un contingent est réparti entre des pays fournisseurs, un accord pourra être recherché au sujet de la répartition des parts du contingent, avec les gouvernements des pays ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit considéré. Dans les cas où cette méthode ne sera raisonnablement pas applicable, le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances, se fondant sur un rapport du SSEC-MIC, attribueront aux pays ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit des parts calculées sur la base des proportions, fournies par lesdits pays pendant une période représentative précédente, de la quantité ou de la valeur totale des importations du produit, tout facteur spécial qui pourrait avoir affecté ou pourrait affecter le commerce du produit étant dûment pris en compte.

Article 43: Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances, se fondant sur le rapport du SSEC-MIC et sur l'avis de la Commission, pourront déroger aux dispositions de l'article 42 ci-dessus, en cas de détermination de l'existence d'un dommage grave, mais non d'une menace de dommage grave, à condition que des consultations soient menées avec les gouvernements des pays intéressés, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 28 ci-dessus, sous les auspices du Comité des sauvegardes de l'OMC, et qu'il soit démontré que les importations en provenance de certains pays se sont accrues d'un pourcentage disproportionné par rapport à l'accroissement total des importations du produit considéré pendant la période représentative. Les raisons pour lesquelles il est dérogé aux dispositions de l'article 42 ci-dessus seront valables; et les conditions de cette dérogation seront équitables pour tous les fournisseurs du produit considéré. La durée de toute mesure de ce genre ne sera pas prolongée au-delà de la période initiale de quatre ans prévue à l'article 44 ci-dessous.

Section 8

Durée et réexamen des mesures de sauvegarde

Article 44: Des mesures de sauvegarde ne seront appliquées que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale. Cette période ne dépassera pas quatre ans, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément à l'article 45 ci-dessous.

Article 45: La période d'application des mesures de sauvegarde pourra être prorogée, à condition que le SSEC-MIC et la Commission aient déterminé, conformément aux procédures énoncées dans le présent décret, que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et qu'il existe des preuves suffisantes selon lesquelles la production affectée procède à des ajustements.

45.1 Lorsque le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances, se fondant sur le rapport du SSEC-MIC et sur l'avis de la Commission, projeteront de proroger la période d'application d'une mesure de sauvegarde, le Ministère des relations extérieures adressera une notification dans ce sens au Comité des sauvegardes de l'OMC, conformément aux dispositions des articles 55 et 56 ci-dessous, avant la prorogation éventuelle. Cette notification indiquera que le Paraguay est disposé à tenir des consultations.

45.2 Lorsque le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances projeteront de proroger la période d'application d'une mesure de sauvegarde, ils ménageront des possibilités adéquates de consultation préalable aux gouvernements des pays ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, afin d'examiner les renseignements communiqués au Comité des sauvegardes de l'OMC, d'échanger des vues au sujet de la mesure qu'ils projettent de proroger et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif consistant à maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe au titre du GATT de 1994, conformément aux dispositions de l'article 51 ci-dessous.

45.3 Le SSEC-MIC coordonnera le processus de consultations avec les gouvernements des pays ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, et les résultats de ces consultations seront consignés dans un compte rendu.

45.4 Le Ministère des relations extérieures notifiera au Comité des sauvegardes de l'OMC le résultat des consultations visées aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

45.5 La Commission analysera le résultat des consultations, et se fondant sur le rapport visé au paragraphe 1 du présent article, émettra un avis qu'elle communiquera au Ministre de l'industrie et du commerce et au Ministre des finances.

45.6 Le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances décideront de la prorogation de la période d'application de la mesure de sauvegarde, par voie de décision biministérielle.

45.7 La décision biministérielle prévoyant la prorogation de la période d'application de la mesure de sauvegarde exposera les constatations et les conclusions motivées qui ont été formulées sur les questions de fait et de droit pertinentes, et comprendra une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés. La décision devra être publiée au Journal officiel dans les dix jours suivant son adoption.

45.8 Le Ministère des relations extérieures notifiera la décision biministérielle sur la prorogation de la période d'application de la mesure de sauvegarde au Comité des sauvegardes de l'OMC, conformément aux articles 55 et 56 ci-dessous, dans un délai de 15 jours à compter de la date de son adoption.

Article 46: La période totale d'application d'une mesure de sauvegarde, y compris la période d'application de toute mesure provisoire, la période d'application initiale et sa prorogation éventuelle, ne dépassera pas huit ans. Conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC, le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances pourront proroger la période d'application d'une mesure de sauvegarde pendant deux ans au plus au-delà du délai maximal de huit ans prévu pour l'application d'une mesure de sauvegarde.

Article 47: Afin de faciliter l'ajustement de la branche de production nationale dans le cas où la durée prévue d'une mesure de sauvegarde dépasse un an, ladite mesure sera libéralisée progressivement, à intervalles réguliers, pendant la période d'application. Si la durée de la mesure dépasse trois ans, le SSEC-MIC examinera les effets concrets qu'elle a produits au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure et, si cela est approprié, le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances retireront cette mesure ou accéléreront le rythme de sa libéralisation. Les mesures dont la durée sera prorogée conformément à l'article 45 ci-dessus ne seront pas plus restrictives que celles qui étaient en vigueur à la fin de la période initiale, et devraient continuer d'être libéralisées. Le Ministère des relations extérieures notifiera au Comité des sauvegardes de l'OMC le résultat de l'examen visé au présent article.

Article 48: Si, à un moment donné, le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre des finances, se fondant sur un rapport du SSEC-MIC, constatent une insuffisance ou une inadéquation des efforts d'ajustement de la branche de production nationale ou une évolution de la situation qui a généré l'application de la mesure de sauvegarde, ils pourront retirer la mesure ou accélérer le rythme de sa libéralisation.

Article 49: Aucune mesure de sauvegarde ne sera de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une telle mesure, pendant une période égale à la moitié de celle durant laquelle cette mesure aura été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins deux ans.

Article 50: Nonobstant les dispositions de l'article 49 ci-dessus, une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 jours ou moins pourra être appliquée de nouveau à l'importation d'un produit:

a) si un an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction d'une mesure de sauvegarde visant l'importation de ce produit; et

b) si une telle mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

CHAPITRE VI

NIVEAU DE CONCESSIONS ET D'AUTRES OBLIGATIONS

Article 51: Au moment d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde, il faudra, conformément aux dispositions du présent décret, s'efforcer de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994 entre le Paraguay et les pays exportateurs qui seraient affectés par cette mesure. En vue d'atteindre cet objectif, le Paraguay et les pays exportateurs concernés pourront convenir de tout moyen adéquat pour compenser au plan commercial les effets défavorables de la mesure sur leurs échanges commerciaux.

Article 52: Dans la décision d'introduire une mesure de sauvegarde il sera tenu compte du fait que, si aucun accord n'intervient lors des consultations menées au titre du paragraphe 3 de l'article 28 ci-dessus au sujet des moyens adéquats de compensation commerciale, il sera loisible aux pays exportateurs affectés, conformément aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC, de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant du GATT de 1994, dont la suspension ne donne lieu à aucune objection de la part du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC. Le droit de suspension de l'application de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalentes, dont il est question ici, ne sera pas exercé pendant les trois premières années d'application d'une mesure de sauvegarde, à condition que cette mesure ait été prise par suite d'un accroissement des importations en termes absolus et qu'elle soit conforme aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC.

Article 53: Le Ministère des relations extérieures notifiera au Comité des sauvegardes de l'OMC les moyens de compensation visés à l'article 51 ci-dessus et les suspensions prévues de concessions et d'autres obligations visées à l'article 52 ci-dessus.

CHAPITRE VII

TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Article 54: Des mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement tant que la part de celui-ci dans les importations du produit considéré du Paraguay ne dépassera pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré.

CHAPITRE VIII

NOTIFICATIONS

Article 55: Lorsqu'il adressera les notifications visées par le présent décret au Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce, le Ministère des relations extérieures, se fondant sur les rapports du SSEC-MIC, communiquera tous les renseignements pertinents, qui comprendront les éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations, la désignation précise du produit en cause et de la mesure projetée, la date projetée pour l'introduction de la mesure, sa durée probable et le calendrier établi pour sa libéralisation progressive. En cas de prorogation d'une mesure, il fournira également des éléments de preuve selon lesquels la branche de production nationale concernée procède à des ajustements.

Article 56: Les dispositions du présent décret en matière de notification n'obligent pas à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à son application, ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 57: Pour ce qui est des produits agricoles et textiles, les mesures de sauvegarde prévues à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture et à l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements de l'Organisation mondiale du commerce pourront le cas échéant s'appliquer.

Article 58: Les produits faisant l'objet de mesures de sauvegarde seront soumis aux règles d'origine du MERCOSUR en ce qui concerne le commerce intra-MERCOSUR.

Article 59: Les procédures prévues dans le présent décret se dérouleront par écrit, et les auditions feront l'objet de comptes rendus. L'utilisation de la langue espagnole sera obligatoire ainsi que la traduction des documents dans une autre langue par un traducteur assermenté.

Article 60: La Commission adoptera les règles complémentaires relatives à l'application du présent décret.

Article 61: La Commission pourra proposer la révision des dispositions du présent décret.

Article 62: Les délais prévus dans le présent décret exprimés en "jours" se réfèrent à des jours successifs, sauf indication contraire.

CHAPITRE X

ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 63: Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication.

Article 64: Le présent décret est contresigné par le Ministre de l'industrie et du commerce, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture et de l'élevage et le Ministre des relations extérieures.

Article 65: Pour communication, publication et transmission au Registre officiel.

Signatures: RAUL ALBERTO CUBAS GRAU
 Gerardo Von Glasenapp Lefebre
 Heinz Gerhard Doll Schmelzlin
 Hipólito Ramón Pereira Ramírez
 Dido Florentín Bogado
